



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
**Direction générale des
services de justice**

PROCÈS-VERBAL INFORMATISÉ

DOSSIER N° 500.73-001333-000

Page 1 de 1

1 P L A I G N A N T / E

Nom		Prénom	
Nom de l'avocat/e du/de la plaignant/e		Prénom	
Code			
<input checked="" type="checkbox"/> 1- Présent/e		<input type="checkbox"/> 2- Absent/e	
<input type="checkbox"/> 3- Représenté/e		<input type="checkbox"/> 4- Aucun/e avocat/e ne représente le(la) plaignant/e	

2 ACCUSE / E

Séquence 00 6		Date de naissance		Alias	
Nom		Année Mois Jour		Prénom	
9014.6135 Québec Inc.					
<input type="checkbox"/>	1- Présent/e	<input type="checkbox"/>	2- Absent/e	<input type="checkbox"/>	3- Comparution par écrit
<input type="checkbox"/>	4- Représenté/e par avocat/e avec permission de la cour			<input type="checkbox"/>	1- En liberté
<input type="checkbox"/>	2- Détenu/e			<input type="checkbox"/>	3- Sous arrest.
Adresse 1			Adresse 2		
			1- Détenu/e dans une autre cause <input type="checkbox"/>		
Nom de l'avocat/e de l'accusé/e			Prénom		
Lalonde/Neau			Victor		
			A 4 33 43		
<input checked="" type="checkbox"/>	1- Présent/e	<input type="checkbox"/>	2- Absent/e	<input type="checkbox"/>	3- Représenté/e
<input type="checkbox"/>	4- Aucun/e avocat/e ne représente l'accusé/e				

3 CAUSES

Date: 2000 10 24 Saie: 0,4 1 1 Début 1 114015 2 1 1 1 3 1 1 1 Fin 1 114315 2 1 1 1 3 1 1 1

Année Mois Jour Prénom Code

Juge M. BENOÎT JEAN CLAUDE 200570

Greffier/ère MARCELLE ANNE TOUIT CAROL CECILE 101058

Remarques

4 ÉTAPPE

CHOIX DE L'ACCUSÉ/E (S'IL Y A LIEU)				ACTUELLE		PROCHAINE		Année Mois Jour		
<input type="checkbox"/>	8- Juge d'une cour provinciale	1		Comp. offense criminelle	1		Salle			
<input type="checkbox"/>	2- Juge sans jury	2		Comp. offense statutaire	2			Heure		
<input type="checkbox"/>	3- Juge avec jury	3		Enquête préliminaire	3		Année			
<input type="checkbox"/>	4- Jur. exclusive cour supérieure	4		Examen volontaire	4			Mois		
<input type="checkbox"/>	9- Jur. absolue d'un juge d'une cour prov.	5		Nouvelle option	5		Jour			
<input type="checkbox"/>	7- Juge d'une cour provinciale (partie XXVII)	6		Renvoi (ass. crim.)/Ouverture du terme	6					
<input type="checkbox"/>	— Nouveau choix : Art. 561	22		Procès juge cour provinciale	22		Salle			
<input type="checkbox"/>	1- Art. 549	8		Procès poursuite sommaire	8			Heure		
<input type="checkbox"/>	Remise	9		Procès juge seul	9		Année			
<input type="checkbox"/>	1- De consentement	10		Cour supérieure	10			Mois		
<input type="checkbox"/>		11		Jugement reporté	11		Jour			
<input type="checkbox"/>	6- L'accusé/e consent à plus de trois jours	12	10	Sentence reportée	12			Salle		
<input type="checkbox"/>	3- À la demande de la poursuite	13		Révision de cautionnement	13		Heure			
<input type="checkbox"/>	4- À la demande de la défense	14		Enquête sur cautionnement	14					
<input type="checkbox"/>	5- Sur ordre du tribunal	21		Conférence préparatoire	21					
<input type="checkbox"/>	7- De l'accusé/e									
<input type="checkbox"/>		15		Autre	15					
<input type="checkbox"/>				Décision finale rendue	16					

☐ — Pièce à conviction

☐ — 1- Proforma
☐ — 2- Communication preuve
☐ — 3- Assignation de témoins
☐ — 4- Pour disposer
☐ — 5- Sans assignation de témoins
☐ — 6- Pour fixer date
☐ — 7- Assignation spéciale
☐ — 8- Ex parte
☐ — 9- Autre

Remarques Lecture de la décision

5 ACCUSATION

<input type="checkbox"/> Dénonciation <input type="checkbox"/> Lecture faite <input type="checkbox"/> Requête pour retirer le(s) _____ chef(s), accordée <input type="checkbox"/> Aucune preuve à offrir pour le(s) _____ chef(s)	<input type="checkbox"/> Acte d'accusation <input type="checkbox"/> Dépôt <input type="checkbox"/> Dispense lecture	T E M O I N	<p style="text-align: right;">Preuve par défaut</p> <hr/> <hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-end;"> <div> <input type="checkbox"/> Preuve documentaire déposée </div> <div> <input type="checkbox"/> Assermenté/e </div> </div>
--	---	--	--

[illegible]

Remarques : Suite

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO. 500-73-001333-000

COUR SUPÉRIEURE
(CHAMBRE CRIMINELLE)

PRÉSENTÉ : L'HONORABLE CLAIRE BARRETTE JONCAS

MONTRÉAL, ce ^{d'octobre} 24^{ème} jour d'août 2000.

SA MAJESTÉ LA REINE - Représentée
par le Procureur général du Canada

- c -

La Cie de pavage d'asphalte Beaver,
Division du groupe Devesco Ltée
Excavation Loiselle et frères Inc.
Giguère et Geoffroy Inc.
Nepcon Inc.
Roxboro Excavation Inc.
9014-6135 Québec Inc.

Accusées

ORDONNANCE D'INTERDICTION

Sur requête du procureur général du Canada pour une ordonnance en vertu du paragraphe 34(1) de la *Loi sur la concurrence*, L.R. (1985), ch. C-34, telle que modifié, les intimées ont déposé ce jour un plaidoyer de culpabilité sur une accusation d'avoir commis un acte criminel contrairement au paragraphe 45(1)(c) de la *Loi sur la concurrence*, tel que décrit à l'acte d'accusation. Après avoir entendu les représentations du substitut du procureur général du Canada et des procureurs des intimées, et du consentement des parties:

CONSIDÉRANT QUE tant et aussi longtemps qu'elles seront engagées dans le service du déneigement, les intimées ont offert et accepté de se soumettre et de faire participer leurs officiers supérieurs respectifs à un programme de conformité à la *Loi sur la concurrence*;

1. **LA COUR INTERDIT** aux intimées, ainsi qu'à tous et chacun de leurs officiers, administrateurs et employés la continuation ou la répétition de ladite infraction ou l'accomplissement d'un acte ou d'une chose qui tend à la continuation ou la répétition de l'infraction;

2. **LA COUR INTERDIT** plus particulièrement aux intimées, leurs officiers, administrateurs et employés, d'accomplir les actes ou choses suivants, tendant à la continuation ou la répétition de ladite infraction, nommément, comploter, se coaliser ou conclure un accord ou arrangement avec toute autre personne ou entreprise qui offre ou fait des services de déneigement afin de, directement ou par l'entremise d'une tierce partie, partager les marchés géographiques ou les clients ou de fixer les prix dans l'offre ou la fourniture de services de déneigement;

3. **LA COUR ORDONNE** de plus à chaque intimée:

a) de fournir dans les 60 jours de la présente ordonnance, à chacun de ses officiers, administrateurs et cadres reliés au service du déneigement, ainsi qu'à chacun des officiers, administrateurs et cadres reliés au service du déneigement de toutes les personnes morales qui lui sont affiliées au sens des alinéas 2(2)a) et b) de la Loi et faisant affaires dans la province de Québec, les documents suivants:

i) copie de cette ordonnance;

ii) copie des articles 34, 45 et 47 de la *Loi sur la concurrence*;

b) de procurer, jusqu'au dixième anniversaire de la date de la présente ordonnance; une copie des documents décrits au sous-paragraphe a) du présent paragraphe à toute personne qui acquiert la qualité d'une des personnes décrites audit sous-paragraphe, et ce dans les 60 jours de l'acquisition de cette qualité;

c) de procurer au Commissaire pour une période de 10 ans de la date de la présente ordonnance et dans les 30 jours de la réception d'un avis écrit de la part du Commissaire, toute information que ce dernier peut raisonnablement demander dans le but de vérifier la conformité avec la présente ordonnance;

4. **LA COUR ORDONNE** de plus que tous et chacun des paragraphes de la présente ordonnance applicables aux intimées sont applicables à tous leurs successeurs corporatifs, ainsi qu'à tous les acquéreurs de tous ou substantiellement tous les actifs des intimées pourvu que ces acquéreurs soient des personnes morales affiliées aux intimées au sens des alinéas 2(2)a) et b) de la Loi.

5. **LA COUR ORDONNE** de plus que, sauf pour le paragraphe 3 et sous réserve des paragraphes 6 et 7, la présente ordonnance demeurera en vigueur pour une période de 10 ans à compter de sa date, mais que la cour pourra mettre fin à ladite ordonnance en tout temps si elle est satisfaite, sur requête de la part de l'une ou l'autre des intimées qu'une telle échéance prématurée est appropriée;

6. **LA COUR ORDONNE** de plus que le paragraphe 3 de la présente ordonnance ne sera pas ou cessera d'être en vigueur à l'égard de l'une ou l'autre des intimées et de ses officiers, administrateurs et employés à compter de la date à laquelle cette intimée a cessé ou cessera d'offrir, ou de fournir des services de déneigement; toutefois, si pendant la période prévue au paragraphe 5 cette intimée recommence à offrir, ou de fournir des services de déneigement, alors le paragraphe 3 de la présente ordonnance s'appliquera à cette intimée et à ses officiers, administrateurs et employés, et ainsi de suite;

7. **LA COUR ORDONNE** de plus que le paragraphe 3 de la présente ordonnance cessera d'être en vigueur à l'égard des successeurs corporatifs ou acquéreurs visés au paragraphe 4 de la présente ordonnance et de leurs officiers, administrateurs et employés à compter de la date à laquelle ces successeurs corporatifs ou acquéreurs cesseront d'offrir, ou de fournir des services de déneigement; toutefois, si pendant la période prévue au paragraphe 5 ces successeurs corporatifs

ou acquéreurs recommencent à offrir, ou de fournir des services de déneigement, alors le paragraphe 3 de la présente ordonnance s'appliquera à nouveau à ces successeurs ou acquéreurs et à leurs officiers, administrateurs et employés, et ainsi de suite;

8. **LA COUR POURRA** modifier ou rescinder quelqu'unes des dispositions de la présente ordonnance, sur requête de la part de l'une ou l'autre des intimées ou du directeur.

Claire Barrette-Joncas, J.C.S.

L'Honorable Claire Barrette-Joncas, J.C.S.

Me Bruno J. Pateras, c.r.

Procureur de La Cie de pavage d'asphalte Beaver, Division du groupe Devesco Ltée

Me Jacques Charlebois

Procureur d'Excavation Loiselle et frères Inc.

Me Michel Bastien

Procureur de Giguère et Geoffroy Inc.

Me Jean Salois

Procureur de Nepcon Inc.

Me Yves Bériault

Procureur de Roxboro Excavation Inc.

Me Victor Carbonneau

Procureur de 9014-6135 Québec Inc.

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO. 500-73-001333-000**

**COUR SUPÉRIEURE
(CHAMBRE CRIMINELLE)**

**SA MAJESTÉ LA REINE - Représentée
par le Procureur général du Canada**

- c -

**La Cie de pavage d'asphalte Beaver,
Division du groupe Devesco Ltée
Excavation Loiselle et frères Inc.
Giguère et Geoffroy Inc.
Nepcon Inc.
Roxboro Excavation Inc.
9014-6135 Québec Inc.**

Accusées

ORDONNANCE D'INTERDICTION

**M^e François Handfield
Substitut du Procureur général du Canada
Ministère de la Justice
Services juridiques
Section du droit de la concurrence
Industrie Canada
50, rue Victoria
Hull (Québec)
K1A 0C9**

**Téléphone : (819) 997-3325
Télécopieur: (819) 953-9267**

ATTENDU QUE : 9014 6135 QUEBEC INC. , né le , [REDACTED] téléphone a été jugé aux termes du Code criminel et condamné le 25 octobre 2000 , par le juge CLAIRE B. JONCAS.

EN CONSÉQUENCE, le tribunal inflige au délinquant la (les) peine(s) suivante(s) :

À PAYER UNE AMENDE / SURAMENDE COMME SUIIT :


INFRACTION	AMENDE	SURAMENDE	FRAIS	TOTAL amende suramende frais
ART. 45 -1C LOI SUR LA CONCURRENCE	91,500.00\$	0.00\$	0.00\$	91,500.00\$
Moins somme d'argent trouvé en possession du délinquant				0.00\$
Montant à payer				91,500.00\$

Modalité(s) de paiement :
EN 4 VERSEMENTS DE \$22,875.00 (LE 1ER: 00-10-15, LE 2E: 01-10-24, LE 3E: 02-10-24, LE 4E: 03-10-24)

DÉCLARATION DU DÉLINQUANT (article 734.2 C.cr.)

J'ai lu la présente ordonnance ou elle m'a été lue, j'ai reçu une explication du contenu des articles 734 à 734.8, une explication de la disponibilité d'un mode facultatif de paiement d'une amende visé à l'article 736 et une explication des modalités de présentation d'une demande de modification des conditions de l'ordonnance prévue à l'article 734.3 du Code criminel, j'en comprends le sens et les explications et j'en ai reçu copie.

À Montréal, le 25 octobre 2000


Délinquant

Localité

Dossier 500-73-001333-000

Dans

Cour supérieure

, Chambre criminelle

Sa Majesté la Reine

contre

est inculpé:

Giguère et Geoffroy Inc., [REDACTED]

Nepcon Inc., [REDACTED]

Excavation Loisel et Frères Inc., [REDACTED]

La Cie de pavage d'asphalte Beaver, Division du Groupe
Devesco Ltée, [REDACTED]

Roxboro Excavation Inc., [REDACTED]

9014 6135 Québec Inc., [REDACTED]

A Montréal, district de Montréal, et ailleurs dans le district de Montréal, entre le 15 juillet 1997, et le 30 septembre 1997, 9014-6135 Québec Inc., Roxboro Excavation Inc., Nepcon Inc., Giguère et Geoffroy Inc., la Compagnie de pavage d'asphalte Beaver, et Excavation Loisel et frères Inc., ont illégalement comploté pour réduire, indûment, la concurrence dans la fourniture d'un produit, à savoir : le déneigement, l'enlèvement et le transport de la neige sur les autoroutes 720 (contrat no. 5273-97-4507), autoroute 40 (contrat no. 5272-97-4506), autoroutes 40 ouest et 25 (contrat no. 5272-97-4623), autoroute 13 (contrat no. 5273-97-4504), autoroute 15 (contrat no. 5273-97-4641), autoroutes 40 est et 15 (contrat no. 5272-97-4621), commettant par là un acte criminel prévu à l'article 45(1)(c) de la Loi sur la concurrence, L.R. (1985) ch. C-34 et ses amendements.

A Montréal, Québec

le 30 août 2000


Représentant du procureur général
du ☐ Québec ☒ Canada

RÉSOLUTIONS DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE DE

9014-6135 QUÉBEC INC.

ADOPTÉES LE : 28 août 2000

Objet : Accusation portée contre 9014-6135 Québec selon l'article 45(1)(c)
de la Loi sur la concurrence, L.R. (1985) ch. C-34 et ses amendements

IL EST RÉSOLU :

Que la compagnie a été inculpée, sous le dossier de la cour portant le numéro 500-73-001333-000, le 5 juillet 2000, d'une infraction qui se lit comme suit :

« À Montréal, district de Montréal, et ailleurs dans le district de Montréal, entre le 15 juillet 1997, et le 30 septembre 1997, 9014-6135 Québec Inc., Roxboro Excavation Inc., Nepcon Inc., Giguere et Geoffroy Inc. la Compagnie de pavage d'asphalte Beaver, et excavation Loiselle et frères Inc., ont illégalement comploté pour réduire, indûment, la concurrence dans la fourniture d'un produit, à savoir : le déneigement, l'enlèvement et le transport de la neige sur les autoroutes 720 (contrat no. 5273-97-4507), autoroute 40 (contrat no. 5272-97-4506), autoroutes 40 ouest et 25 (contrat no. 5272-97-4623), autoroute 13 (contrat no. 5273-97-4504), autoroute 15 (contrat no. 5273-97-4641), autoroute 40 et 15 (contrat no. 5272-97-4621), commettant par là un acte criminel prévue à l'article 45(1)(c) de la Loi sur la concurrence, L.R. (1985) ch. C-34 et ses amendements ».

Que la compagnie autorise Me Victor A. Carbonneau, de Carbonneau Boivin, à la représenter à l'égard de cette accusation et toute autre procédure légale instituée en vertu de la *Loi sur la concurrence*.

Que la compagnie autorise Me Victor Carbonneau à déposer un plaidoyer de culpabilité à l'infraction portée contre la compagnie sous le dossier de la cour portant le numéro 500-73-001333-000, infraction qui se lit comme suit :

« À Montréal, district de Montréal, et ailleurs dans le district de Montréal, entre le 15 juillet 1997, et le 30 septembre 1997, 9014-6135 Québec Inc., Roxboro Excavation Inc., Nepcon Inc., Giguere et Geoffroy Inc. la Compagnie de pavage d'asphalte Beaver, et excavation Loiselle et frères Inc., ont illégalement comploté pour réduire, indûment, la concurrence dans la fourniture d'un produit, à savoir : le déneigement, l'enlèvement et le transport de la neige sur les autoroutes 720 (contrat no. 5273-97-4507), autoroute 40 (contrat no. 5272-97-4506), autoroutes 40 ouest et 25 (contrat no. 5272-97-4623), autoroute 13 (contrat no. 5273-97-4504), autoroute 15 (contrat no. 5273-97-4641), autoroute 40 et 15 (contrat no. 5272-97-4621), commettant par là un acte criminel prévue à l'article 45(1)(c) de la Loi sur la concurrence, L.R. (1985) ch. C-34 et ses amendements ».

Que la compagnie autorise Me Victor A. Carbonneau à accepter et à déposer devant la cour l'Énoncé des faits, tel que préparé par Me François Handfield, Substitut du Procureur général du Canada, Ministère de la Justice, Services juridiques, Section du droit de la concurrence, et dont copie est joint à la présente résolution;

Que la compagnie autorise Me Victor A. Carbonneau à accepter, à consentir et à déposer devant la cour l'Ordonnance d'interdiction, telle que préparée par Me François Handfield, Substitut du Procureur général du Canada, Ministère de la Justice, Services juridiques, Section du droit de la concurrence, et dont copie est joint à la présente résolution;

Que la compagnie autorise Me Victor A. Carbonneau à faire les représentations sur sentence appropriées et à soumettre à la cour que l'amende globale pour le chef d'accusation est de 1 000 000,00 \$, répartie comme suit :


- Compagnie Beaver	241 700 \$
- Excavation Loiselle	121 700 \$
- Giguère et Geoffroy Inc.	121 700 \$
- Nepcon Inc.	271 700 \$
- Roxboro Excavation	121 700 \$
- 9014-6135 Québec Inc.	91 500 \$

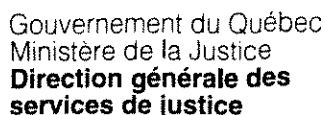
COPIE DES RÉSOLUTIONS

IL EST RÉSOLU, conformément aux articles 123.6 et 89.3 de la *Loi sur les compagnies*, de conserver dans le Livre de la compagnie une copie des résolutions reproduites ci-dessus, une fois signées par l'administratrice unique.

DÉCLARATION D'ADOPTION

Je, soussigné, étant l'administrateur unique de la compagnie habile à voter sur les résolutions susmentionnées lors d'une réunion du conseil d'administration, adopte ces résolutions en date du 28 août 2000 et, conformément aux articles 123.82, 123.6 et 89.3 de la *Loi sur les compagnies*, appose ma signature aux présentes afin de conférer à ces résolutions la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion du conseil d'administration.


Gilles Cloutier



1 PLAINIGNANT / E

Page de

Nom		Prénom																																																									
Nom de l'avocat/e du/de la plaignant/e												Prénom												Code																																			
Handfield François A H0273																																																											
<input checked="" type="checkbox"/> 1- Présent/e												<input type="checkbox"/> 2- Absent/e												<input type="checkbox"/> 3- Représenté/e												<input type="checkbox"/> 4- Aucun/e avocat/e ne représente le(la) plaignant/e																							
Séquence				Date de naissance				Alias																																																			
Nom				Année				Mois				Jour				Prénom																																											
9014				6135				Québec				Jme																																															
<input type="checkbox"/> 1- Présent/e												<input type="checkbox"/> 2- Absent/e												<input type="checkbox"/> 3- Comparution par écrit												<input type="checkbox"/> 4- Représenté/e par avocat/e avec permission de la cour												1- En liberté <input type="checkbox"/> 2- Détenu/e <input type="checkbox"/> 3- Sous arrest. <input type="checkbox"/>											
Adresse 1												Adresse 2												1- Détenu/e dans une autre cause <input type="checkbox"/>																																			
Nom de l'avocat/e de l'accusé/e												Prénom												Code																																			
Carbonneau Victor A29976																																																											
<input checked="" type="checkbox"/> 1- Présent/e												<input type="checkbox"/> 2- Absent/e												<input type="checkbox"/> 3- Représenté/e												<input type="checkbox"/> 4- Aucun/e avocat/e ne représente l'accusé/e																							
Date				Salle				Début				Fin				2				3																																							
2900/08/30				A11				11:57				13:05																																															
Année				Mois				Jour																																																			
Juge				Hm				Suzette Jussé				NB0576																																															
Greffier/ière				Sand				Prie				T81620																																															

3 CAUSE

4 ÈTAPES

CHOIX DE L'ACCUSÉ/E (S'IL Y A LIEU)

☐ 8- Juge d'une cour provinciale

☐ 2- Juge sans jury

☐ 3- Juge avec jury

☐ 4- Jur. exclusive cour supérieure

☐ 9- Jur. absolue d'un juge d'une cour prov.

☐ 7- Juge d'une cour provinciale (partie XXVII)

☐ — Nouveau choix : Art. 561

☐ 1- Art. 549

Remise

☐ 1- De consentement

☐ 6- L'accusé/e consent à plus de trois jours

☐ 3- À la demande de la poursuite

☐ 4- À la demande de la défense

☐ 5- Sur ordre du tribunal

☐ 7- De l'accusé/e

☐ — Pièce à conviction

ACTUELLE				PROCHAINE			
1				Comp. offense criminelle	1		
2				Comp. offense statutaire	2		
3				Enquête préliminaire	3		
4				Examen volontaire	4		
5				Nouvelle option	5		
6				Renvoi (ass. crim.)/Ouverture du terme	6		
22				Procès juge cour provinciale	22		
8				Procès poursuite sommaire	8		
9				Procès juge seul	9		
10	10			Cour supérieure	10		
11				Jugement reporté	11		
12				Sentence reportée	12		
13				Révision de cautionnement	13		
14				Enquête sur cautionnement	14		
21				Conférence préparatoire	21		
15				Autre	15		
				Décision finale rendue	16		

↑

↑

↑

↑

Nombre de témoins

Année: 2000 Mois: 09 Jour: 21

Salle: *Hall Banette*

Heure: 1400

Année: Mois: Jour:

Salle:

Heure:

Année: Mois: Jour:

Salle:

Heure:

1- Proforma

2- Communication preuve

3- Assignation de témoins

4- Pour disposer

5- Sans assignation de témoins

6- Pour fixer date

7- Assignation spéciale

8- Ex parte

9- Autre

Remarques: _____

5 ACCUSATION

<input type="checkbox"/>	Dénunciation	<input checked="" type="checkbox"/>	Acte d'accusation
<input checked="" type="checkbox"/>	Lecture faite	<input type="checkbox"/>	Dépôt
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Dispense lecture

Requête pour retirer le(s) _____ chef(s), accordée

Aucune preuve à offrir pour le(s) _____ chef(s)

TEMON

Preuve par défaut

☐ Preuve documentaire déposée ☐ Assermenté/e

[illegible]

Remarques :

Suite